



## La religion dans un contexte de violence

Défis à relever pour le travail de promotion de la paix des acteurs religieux dans un contexte de conflits violents : résultats d'un atelier de partenaires

**Note de l'éditeur**

Pain pour le Monde-Le Service Protestant de Développement  
L'Œuvre Protestante pour la Diaconie et le Développement  
Caroline-Michaelis-Straße 1  
10115 Berlin  
Tél. : +49 30 652110  
Fax: +49 30 65211 3333  
E-mail : [info@brot-fuer-die-welt.de](mailto:info@brot-fuer-die-welt.de)  
[www.brot-fuer-die-welt.de](http://www.brot-fuer-die-welt.de)

**Auteurs** Karin Döhne, Wolfgang Heinrich et Caroline Kruckow  
(Pain pour le Monde) et Barbara Müller (sapis Consult)

**Rédaction** Udo Bertrand, Ute Dilg-Saßmannshausen,  
Caroline Kruckow et Isabelle Malmartel

**Responsable** (selon la loi de presse allemande) Klaus Seitz

**Photos** Sebastian Wanzalla

**Mise en page** János Theil

**N° d'art.** 129 502 250

**Dons**

Pain pour le Monde  
Bank für Kirche und Diaconie (Banque pour l'Eglise et la Diaconie),  
IBAN : DE10 1006 1006 0500 5005 00, BIC : GENODED1KDB

Mai 2016

# **La religion dans un contexte de violence**

Défis à relever pour le travail de promotion de la paix des acteurs religieux dans un contexte de conflits violents : résultats d'un atelier de partenaires

# Contenu

Préface	5
<b>1. La politique de développement dans un contexte de crise de société interprétée de façon religieuse</b>	<b>6</b>
<b>2. « La religion » comme facteur de crise? - La religion telle que vécue par les organisations partenaires</b>	<b>7</b>
<b>3. Dimensions du lien entre «conflit» et «religion»</b>	<b>8</b>
Entre majorité et minorité	8
Proximité et distance au pouvoir	10
Gestion de violence immédiate	10
Potentiel d'influence sur les détenteurs du pouvoir et comme meneurs d'opinion dans la société	12
<b>4. Conditions cadres pour la promotion de la paix</b>	<b>13</b>
Communication sur des bases éthiques	13
La pratique religieuse promeut la force de résistance	13
La force de résistance a ses limites, si la religion devient elle-même cible de violence	13
Le traitement des traumatismes, le retrait, la régénération et le regain des forces requièrent de l'espace et du temps	14
L'importance du soutien des acteurs et promoteurs externes	14

## Préface

L'utilisation d'identités religieuses pour expliquer des conflits politiques a augmenté depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest. Après le renforcement d'Al-Qaïda, de l'Etat Islamique et de Boko Haram, la perception publique a changé et l'on a souvent associé une conviction religieuse avec terreur, radicalisation et violence. Cela a pour conséquence que la religion est de plus en plus perçue comme une source des conflits. Des disparités sociales de plus en plus importantes et la destruction du tissu social qui en résulte dans beaucoup de sociétés augmentent, tout comme des luttes de pouvoir politique et de contrôle de ressources naturelles ; et ceci aussi bien à l'intérieur des États qu'entre les États. Le rôle de la religion et des acteurs religieux dans ces conflits reste ambivalent car ils peuvent avoir une influence promotrice de paix aussi bien qu'aggraver des conflits.

La majorité de nos partenaires sont des Eglises, des œuvres ecclésiastiques, des organisations proches des Eglises ou des institutions d'autres dénominations. Elles se voient confrontées à un environnement de plus en plus difficile marqué par des manifestations religieuses agressives. Beaucoup de ces partenaires travaillent dans des pays et contextes marqués par des conflits violents et se posent la question de l'efficacité de leurs activités de promotion de paix. Par conséquent, il est crucial pour le travail de développement des Eglises d'aborder soigneusement et systématiquement le sujet des effets positifs et négatifs des religions ainsi que des acteurs religieux avant, pendant et après des conflits violents.

Quel est l'impact de l'engagement des acteurs religieux dans ce contexte de conflits de plus en plus « chargés » religieusement ? Que signifient ces défis pour la coopération entre partenaires locaux et œuvre ecclésiastique du nord ? Comment pouvons-nous mieux jouer le rôle de promoteur de paix et comment pouvons-nous mieux soutenir les acteurs ecclésiastiques dans leurs efforts à cet égard ?

Afin d'aborder ces questions ainsi que des sujets semblables ensemble avec nos partenaires ecclésiastiques, et dans le but d'apprendre les uns des autres, un atelier d'une semaine a été organisé en mai/juin 2014 à Nairobi au Kenya intitulé « Building Peace in Societal Conflicts-Exploring the Peacebuilding Potential of Faith Based Organisations ». Neuf organisations partenaires étaient représentées par des participants venant de l'Inde, du Libéria, du Kenya, du Nigéria et du Népal, toutes engagées dans les domaines de la promotion de la paix et de la transformation des conflits. Les discussions et résul-

tats de l'atelier ont servi de base pour d'autres réflexions et conclusions. Nous les publions sous la forme du présent document pour stimuler la discussion et la réflexion.

Dans son travail de promotion de la paix, Pain pour le Monde œuvre en faveur d'un soutien continu de ses partenaires, sans perdre de vue que le développement des capacités en résolution constructive et en prévention des conflits reste important au-delà des crises actuelles. C'est dans ce sens que nous considérons le dialogue avec nos partenaires ecclésiastiques sur l'impact du travail de promotion de la paix et sur nos possibilités de soutien comme étant particulièrement important. Par ce document, nous voulons contribuer au dialogue ultérieur sur le rôle des acteurs religieux dans des conflits potentiellement violents, et ainsi au développement d'un point de vue différencié en la matière.

DR. KLAUS SEITZ  
Directeur du Département de Politique,  
Pain pour le Monde

# 1. La politique de développement dans un contexte de crise de société interprétée de façon religieuse

Mondialement, on recourt toujours plus aux différences religieuses ou aux tensions pour organiser et justifier l'emploi de la violence, surtout aussi entre des groupes de populations chrétiens et musulmans. Par conséquent, le travail de développement a eu lieu dans une « zone de tension » et devra prendre en considération aussi bien les possibilités multiples d'interprétation de la situation par les différentes religions que le contexte politique complexe donné, à savoir les réalités sociale, économique et culturelle du pays en question. Des généralisations sur les rapports entre religions, conflits, y compris leur règlement violent ou paisible sont aussi peu valables que des suppositions se référant à « l'inclinaison inhérente à la violence » d'une religion particulière car les causes de conflits réglés violemment sont diverses. Elles ne se laissent pas réduire de façon monocausale à un seul facteur.

Pour cette raison, il est important d'analyser des différences intra- et interreligieuses dans un contexte social, économique et politique donné. Dans cette analyse, la multitude d'orientations religieuses joue un rôle tout aussi important que les expériences historiques spéci-

ifiques que les hommes ont faites avec la religion dans une société donnée ou plus spécifiquement avec le rapport entre des religions d'une part et la culture, la politique et l'économie de l'autre. La religion joue souvent un rôle crucial dans des conflits politiques, mais l'on ne peut vraiment comprendre cette importance sans regarder de manière détaillée le contexte, comme le montre bien notre propre histoire européenne. Par conséquent, parler de « conflits religieux » quand on a à faire à des conflits réglés violemment à l'intérieur d'une société représente une réduction peu utile et une limitation de perspective. Sans une compréhension approfondie et différenciée de la situation dans son ensemble, on ne trouvera pas de stratégies adéquates pour un règlement paisible des conflits. De plus, les communautés chrétiennes et les Églises doivent être capable de regarder leur propre rôle de manière critique, car ni le développement, ni les acteurs religieux et les communautés de foi n'apportent automatiquement la paix. Dans ce document, nous mettons en exergue des aspects sélectionnés du dialogue avec les partenaires, ainsi que la réflexion du rôle propre par rapport au lien développement / religion. De plus, nous recourons aux discussions et aux expériences faites pendant de longues années avec nos partenaires. Nous y ajoutons des conclusions tirées des discussions suite à l'atelier « Building Peace in Societal Conflict-Exploring the Peace Building Potential of Faith Based Organisations » qui a eu lieu du 26 mai au 2 juin 2014 à Nairobi. Cet atelier a été initié conjointement par Pain pour le Monde - Service Protestant de Développement, CoratAfrica et Nairobi Peace Initiative (NPI).

Des collaborateurs venant de neuf organisations partenaires en majorité chrétiennes du Nigéria, du Libéria, du Kenya, du Népal et de l'Inde - tous engagés dans les domaines de la promotion de la paix et de la transformation de conflits- ont participé à l'atelier. Selon leurs pays d'origine, les contextes dans lesquels ces organisations travaillent varient beaucoup. Le Kenya et le Libéria sont marqués par le christianisme; toutefois une grande partie de la population est musulmane. En Inde et au Népal, l'environnement hindou domine, avec une minorité chrétienne. Le Nigéria est divisé en deux. En particulier le nord du pays est marqué par l'Islam. Les chrétiens y forment une minorité. Dans de telles régions, des organisations dont le travail est motivé par la foi chrétienne se voient confrontées à des défis particuliers, surtout si les acteurs des conflits violents pour justifier leurs actions par des arguments religieux.



La réflexion du matin - ici avec un participant du Nigéria - a joué un rôle important lors de l'atelier au Kenya

## 2. « La religion » comme facteur de crise? – La religion telle que vécue par les organisations partenaires

Lorsque l'on jette un regard sur le lien entre religions et conflits, une question évidente se pose : « Est-ce que le conflit violent est un conflit religieux ou est-ce qu'on abuse de la religion à d'autres fins ? La réponse à cette question est claire : l'élément crucial n'en est pas « la religion » en soi. En effet, la Bible, le Coran et les doctrines Hindoues ne se sont jamais battues. Concrètement, ce sont les croyants et leurs organisations institutionnalisées qui agissent. Ils interprètent et incorporent par leurs attitudes, discours et actions ce que « la religion » représente dans une situation spécifique ou en cas de conflit.

Étonnamment, ceci n'est pas évident à première vue. Il est possible que les organisations partenaires expriment d'abord un point de vue relativement extrême concernant l'autre communauté de foi. Afin de bien comprendre cette attitude, il est important de se faire une idée des conditions de vie et de travail des partenaires. Ceux-ci agissent, même sans le vouloir et de façon réactive, comme des acteurs dans des situations de conflits réglés en partie de manière violente. Parfois, ils travaillent en courant de hauts risques personnels. Ils ont vécu des expériences traumatiques. On demande tout d'abord à ceux qui les soutiennent de l'extérieur d'assurer leur accompagnement par la supervision et si nécessaire par l'octroi d'un congé, ainsi que de les aider dans la gestion de leurs traumatismes.

L'espace protégé de l'atelier de Nairobi a formé le cadre pour aborder le sujet « des acteurs religieux dans un contexte de violence ». Des interviews détaillées, menées selon le principe du « Empathic listening », ont révélé la pratique de travail des organisations en question, ainsi que leurs efforts pour améliorer la situation de vie des communautés pour lesquelles ils s'engagent. Les interviews ont également permis de révéler la personnalité des interviewés, leurs motivations et les impacts que des expériences violentes ont pu avoir sur leur autoperception. Les personnes interviewées ont décrit leurs points de vue et leurs manières de gérer des situations de conflit au niveau local dans leurs vies de tous les jours. Ceci a clairement montré dans quelle mesure les partenaires sont directement touchés par la violence aussi bien au niveau individuel qu'institutionnel. Les jours suivants, on s'est penché sur le « facteur de la religion » à proprement parler, et ce par des questions telles que : comment les partenaires gèrent-ils la situation ? Comment leurs convictions religieuses influencent-elles leurs manières d'agir ? Que signifie l'expérience de devenir cible de menaces et d'attaques en raison de son appartenance à une communauté de foi ?

Les partenaires venant de pays majoritairement marqués par le christianisme avaient souvent une perception pointue de l'Islam comme étant « l'autre religion », combinée à une perception subjective de menace et de sentiment d'être défié. Néanmoins, on doit faire une différence entre le Kenya et le Libéria d'une part et le Nord du Nigéria de l'autre. Au Nigéria, la répartition des religions diffère selon que l'on parle du nord ou du sud. Plus on avance vers le nord, moins de chrétiens on y trouve. En tant que minorité, ils sont menacés et attaqués par des groupements musulmans radicalisés. Ces expériences se réfèrent au contexte nigérien et ne sont pas transférables à d'autres régions du monde. Des organisations partenaires de l'Inde et du Népal, dont les sociétés ne sont pas plus marquées majoritairement par le christianisme, interprètent leurs expériences de violence tout autrement. Dans le récit de leurs expériences, il n'était pratiquement pas question du « facteur » religion, mais, au premier plan, des injustices sociales et des évolutions négatives, ainsi que des efforts pour lutter contre celles-ci, par exemple à travers un réseautage stratégique, des coalitions ou la mobilisation et l'organisation d'hommes et de femmes à différents niveaux. Pour ces organisations, ce qui a été crucial, a été la réflexion sur des lois étatiques et les normes du droit international de l'homme et des peuples, et comment celles-ci peuvent constituer un point de départ pour l'amélioration de la situation de vie des plus défavorisés, indépendamment de leur appartenance à une communauté religieuse.

### 3. Dimensions du lien entre «conflit» et «religion»

Les récits des expériences de conflits dans lesquels la «religion» a joué un rôle de facteur montrent tous le schéma suivant : le conflit est déclenché par d'autres causes. Plus tard, la religion y est utilisée comme un «argument». Quand on analyse la façon dont un conflit escalade, on trouve les facteurs suivants spécifiques à la situation : le pouvoir est distribué de façon injuste, des preneurs de décision canalisent l'accès aux possibilités économiques ou aux biens et certains groupes identitaires sont avantagés ou désavantagés, tels que les indigènes mis en concurrence avec les personnes arrivées plus tard.

En faisant cette analyse, on peut voir les contextes dans lesquels s'établit le lien entre conflit et religion, à savoir le pouvoir, l'accès aux ressources vitales et leur contrôle, la perception de la participation sociale, son contrôle et, le cas échéant, sa limitation par les preneurs de décisions, l' (les) identité(s). Cela établit un rapport de tension entre, d'une part, le niveau de la société et de l'État et, d'autre part, le positionnement de l'Église et des communautés de foi comme institutions. Les questions ici abordées dépassent le domaine de la religion et se focalisent sur le rôle et la position des communautés de foi comme institutions à l'intérieur de la société et de l'État.

Par conséquent, la question qui se pose est celle de la proximité ou de la distance des instances religieuses par rapport à l'État. « L'ambivalence de l'embrassement » telle que le Révérend Canon Grace Kaiso, Secrétaire Général du Conseil des Provinces Anglicanes Africaines, l'a un jour formulée, à savoir l'embrassement entre État et religion comme signe de proximité et communauté peut vite se transformer en « limitation opprimante ». Ce rapport de tension demande aux églises et aux organisations ecclésiastiques de se positionner face aux changements de la société, de les accepter et de les gérer. Les tensions résultant de la préservation de traditions (entre autres) religieuses d'une part et de la modernisation de sociétés d'autre part, constituent un vrai défi pour les églises, en particulier dans des sociétés qui tendent à régler leurs conflits par la violence.

Pour entrer dans la discussion de ces sujets, la focalisation sur quelques facteurs clé s'avère utile. Ceux-ci tournent autour des extrêmes inclusion/exclusion, pouvoir/impuissance, auto-confirmation/mise en question de soi-même. Un tel système de coordonnées peut aider à éviter le piège des jugements précipités. Il sert également à mieux analyser et comprendre l'auto-positionnement des acteurs dans leurs contextes. Les résultats d'une telle réflexion montrent clairement dans quelle mesure la

communauté religieuse institutionnalisée court le danger d'entrer dans une dynamique de conflit ou d'être instrumentalisée à d'autres fins que les contenus religieux.

Présentons maintenant quatre de ces facteurs clé, sans lesquels une réflexion différenciée ne pourrait avoir lieu.

#### Entre majorité et minorité

L'identité religieuse s'exprime par des normes religieuses et des valeurs identifiables dans la vie de tous les jours et dans la vie sociale. Cela inclut entre autre des jours fériés nationaux, des lois religieuses, mais également des rites quotidiens ainsi que des règles. Afin de mieux comprendre la signification d'une telle visibilité dans le conflit, il est important de connaître les contextes sociaux dans lesquels les acteurs ecclésiastiques opèrent. D'une part, ce sont des relations de majorité et/ou de minorité qui jouent un rôle. On peut vite polariser une société, instrumentaliser des hommes et les inciter à devenir violents en employant un langage religieusement teinté ou des arguments religieux. Le positionnement réel ou perçu par les acteurs religieux diffère considérablement d'une société à l'autre.

Lorsque la communauté de foi appartient à la religion majoritaire, son auto-perception est souvent liée à une idée de supériorité et de représentation de toute la société. Souvent, cette perception est également fortement ancrée à l'intérieur de la société. Pour une part, une telle auto-perception est étroitement liée à une revendication ultime de valeurs telle que la préservation de la culture ou l'identité nationale. L'accès aux preneurs de décision et l'influence exercée sur eux augmentent souvent cette « empreinte ». À titre d'exemple, on peut citer des dignitaires religieux qui « donnent leur bénédiction » à une action politique dans un tel contexte, réclament l'existence de traditions propres existant depuis toujours ou définissent les rôles de l'homme et de la femme dans une société. Dans de telles conditions, le potentiel de mobilisation de grandes masses de la population par des arguments religieux ou des questions d'identité est énorme.

À l'inverse, lorsqu'une communauté religieuse appartient à une religion minoritaire dans la société, les questions qui se posent sont tout autres. La propre sécurité est exposée à des dangers beaucoup plus grands. On court le risque que les activités réalisées par exemple dans le domaine des droits de l'homme ou du développement



soient, dans une volonté de discrimination, mises en relation avec des intentions et motivations religieuses (telle que l'évangélisation). Et plus l'on montre du doigt des injustices dans la société, plus ce risque est grand

Les acteurs religieux appartenant à une religion minoritaire sont plus facilement attaquables. Ils prennent donc des précautions et doivent, dans ce cadre, prendre en considération beaucoup de facteurs. Quelle est la relation avec l'autre communauté religieuse respective ? Par quels messages peut-on agir ? Dans quelle mesure peut-on communiquer directement sur sa propre identité religieuse, ses valeurs et ses normes ? Comment et pourquoi est-ce qu'on les accepte ? Quel niveau d'adaptation aux autres valeurs et quelles normes sont demandées et exigées ? Dans quelle mesure la pratique de sa propre religion est-elle vue comme provocation ou défi au statut d'autres religions et identités ? Existe-t-il une discrimination liée à l'appartenance à une certaine religion et celle-ci a-t-elle pour conséquence de barrer l'accès au pouvoir et aux rôles influents ?

Une conclusion peut-être surprenante de l'atelier a été de réaliser à quel point des normes religieuses sont

présentes dans la vie de tous les jours de sociétés dites laïques. Un exemple en est l'institution du dimanche comme jour férié officiel dans ce que l'on appelle la « civilisation occidentale ». Cette institution a son origine dans la Bible : « le septième jour, tu te reposeras ». Ceci montre à quel point, également dans des sociétés ayant une orientation séculière, l'identité propre est liée aux normes et valeurs chrétiennes. La suppression des dimanches fériés causerait certainement une réaction forte également de la part des hommes et des femmes d'orientation non-chrétienne.

Ce n'est pas la peine de regarder les pays islamiques pour se rendre compte qu'il est très souvent nécessaire, pour un croyant, de prendre en compte les pratiques d'une foi qu'il ne partage pas mais qui règle sa vie sous forme de dispositions légales. Un regard sur l'histoire européenne peut aussi servir d'exemple. Dans le cadre de la Révolution Française, le rôle de la religion dans la société a radicalement changé. La division de la semaine en six jours et un dimanche férié a été remplacée par une division «rationnelle» du mois en trois fois dix jours avec le dixième jour comme jour férié légal. Ce calendrier républicain est



Participants à l'atelier du Népal et du Nigéria en discussion. Les interviews menées selon le principe du « Empathic listening » ont permis de réaliser la façon dont les partenaires de PPLM participants travaillent.

resté en vigueur pendant douze ans en France ainsi que dans les régions conquises en Europe à cette période, avant que le calendrier grégorien ne soit réintroduit par Napoléon lors du Premier Empire. L'interaction et le lien entre État, société et religion aident à comprendre pourquoi il est tellement attrayant de «charger» religieusement des conflits visant à diriger et à arriver au pouvoir.

Une personne appartenant à une communauté dont la religion n'a pas d'impact visible dans la société a toutes les raisons d'être d'accord lorsque l'on lui dit qu'elle est dominée par «une autre religion». À l'inverse, une personne appartenant à une religion dont les normes sont bien visibles peut ressentir la demande d'égalité des droits exprimée par d'autres communautés (religieuses) comme une impertinence et se sentir défié. Car, par conséquent, l'identité collective non mise en question et naturellement vécue serait mise en jeu.

## Proximité et distance au pouvoir

L'importance de ce que l'on a appelé plus haut l'«empreinte» d'une religion dans une société n'est pas directement évidente. Pendant l'atelier, on a constaté que l'auto-perception des communautés chrétiennes variait considérablement en fonction qu'elles sont minoritaires ou majoritaires dans leur sociétés respectives.

Il a été intéressant de voir que les organisations pensant être minoritaire dans leur société se sentent puissantes, bien que leurs impacts dans la société et leur potentiel d'influencer les détenteurs du pouvoir fussent faibles. En revanche, les églises et des organisations chrétiennes dans des sociétés où elles sont majoritaires se sentent plutôt mises sous pression malgré des sources impressionnantes de pouvoir et les voies d'accès y relatifs. Ce sentiment peut avoir son origine dans des conditions cadres politiques changeantes, ou être déclenché par des arguments religieux lancés lors de conflits dans des pays voisins, des changements de gouvernement, des débats sur des modifications constitutionnelles ou un autre événement. Par conséquent, il est important de réfléchir l'image que l'on a de soi-même afin de se libérer de la fixation sur une «empreinte» transmise par la tradition dans une société. Une telle fixation entraîne souvent une obstination angoissée et défensive et rend impossible l'utilisation de potentiels de promotion de la paix.

Les arguments se référant à la religion dans les conflits visent à activer certaines identités.

Lorsque l'on lie les causes ou déclencheurs d'escalades de violence à des aspects d'identité religieuse, il est difficile de négocier. De tels arguments ont un grand potentiel de mobilisation. Ils touchent toujours les sujets de puissance, impuissance et pouvoir, et doivent, par conséquent, être examinés et analysés soigneusement dans toutes leurs composantes.

C'est dans ce contexte que les Églises, en tant qu'institutions de la société, entrent aussi en jeu. Elles exercent une influence potentiellement grande et disposent de pouvoir. Dans des sociétés où elles sont majoritaires, ce pouvoir a son origine, d'une part, dans le nombre de leurs membres (selon la devise «Numbers matter») et, d'autre part, dans leurs liens au plus haut, au divin. Le statut d'une religion majoritaire peut aussi impliquer une grande proximité aux acteurs du pouvoir étatique. Dans les cas où les chrétiens et les Églises sont minoritaires dans une société, ils ne peuvent pas jouer cet atout. Souvent, c'est le cadre institutionnel de l'État avec ses références aux droits et valeurs ainsi que son orientation aux droits de l'homme et aux procédures légales qui deviennent un point important d'orientation du travail et d'existence des Églises.

Faire partie de sociétés majoritaires représente pour les Églises une grande opportunité, surtout si elles sont en mesure de ne justement pas s'identifier avec certaines formes de l'État et de la société et de renoncer à dévaloriser les autres modes de croire et de vivre. En y parvenant, des systèmes de valeurs séculières comme des droits de l'homme peuvent aussi trouver leur place adéquate dans l'Église. L'Église peut devenir une place d'apprentissage pour plus de diversité dans la société, en commençant, idéalement, par ses propres structures et ses relations internes.

Vu de cette manière, l'abandon d'anciennes manières de voir les choses peut servir de modèle dans la société pour un «vivre ensemble» réussi. Ainsi, l'Église peut un peu plus remplir sa mission de propagatrice de la parole de Dieu dans le monde et, par conséquent, de créatrice de paix.

## Gestion de violence directe

Dans des situations de violence directe, les communautés religieuses, leurs institutions, leur personnel clérical ainsi que leurs employés et collaborateurs des programmes humanitaires ou des projets de développement



L'atelier a fourni un espace d'échange approfondi et de réflexion dépassant les limites des continents. Ceci a contribué à encourager les participants.

peuvent devenir eux-mêmes cibles de violence. C'est ainsi que des acteurs chrétiens, mais aussi musulmans, peuvent se retrouver entre les fronts, comme par exemple au Nord du Nigéria, parce qu'ils refusent l'interprétation aberrante de l'Islam par Boko Haram.

Les querelles entre des groupes ethniques ou entre éleveurs et agriculteurs pour s'approprier les minces ressources se sont aggravées ces dernières années. Dans un contexte où les terres deviennent de plus en plus rares et les conditions socio-économiques changent, leurs différents modes économiques ne sont plus praticables comme dans le passé. De plus, la violence pratiquée par une partie radicalisée de la communauté religieuse musulmane mais aussi par d'autres acteurs de la société augmente. Ceci ne frappe pas seulement des chrétiens, mais aussi des musulmans.

La naissance du groupe terroriste Boko Haram (dont le nom peut se traduire par « L'éducation (occidentale) est un péché ») est le résultat d'une multitude de problèmes et d'injustices, à savoir la pauvreté, la faim, la négligence par l'État, des conflits réglés violemment entre diffé-

rentes ethnies et/ou entre des éleveurs et agriculteurs, le manque de travail et de perspectives, l'inégalité, la marginalisation et finalement la disponibilité des armes. La radicalisation contre les valeurs occidentales ou contre un présumé impérialisme de l'Ouest et/ou des États-Unis s'est ici produite par un abus des valeurs religieuses traditionnelles. La connotation religieuse de ce violent conflit ainsi obtenue est renforcée par des attaques ciblées aux communautés chrétiennes, à ses églises ainsi qu'à ses représentants et représentantes. Des communautés musulmanes et leurs imams orientés vers la réconciliation et la paix deviennent également des cibles. L'insécurité et le désespoir caractérisent la vie de tous les jours de tous ceux qui montrent leurs valeurs religieuses publiquement et qui s'engagent pour la réconciliation, la tolérance religieuse et la coexistence paisible.

La violence permanente représente un grand fardeau pour les communautés de foi et les partenaires dans leurs programmes. Ils voient la souffrance quotidienne des communautés avec lesquelles ils travaillent. Dans le même temps, eux-mêmes et leurs familles sont aussi

menacés, deviennent victimes de la terreur. La peur et les traumatismes causés par la violence imprévisible qui revient sans cesse, ainsi que la grande charge de travail, laissent peu de place à la gestion du vécu et à l'autoréflexion. L'atelier a clairement montré l'étendue des traumatismes et la mesure dans laquelle l'angoisse, les détresses et les sentiments de rage devraient être traités pour que les capacités d'analyse et de réflexion soient complètement rétablies.

Au Nigéria, les hommes et les femmes vivent avec une menace quotidienne. La situation s'est aggravée par le fait que l'on ne sait plus qui est un ami et qui est un ennemi. Chacun pourrait être un combattant de Boko Haram. Cette insécurité, ainsi que la frustration de vivre cette violence après tant d'années de travail et de vie ensemble réduit la capacité de créer la paix. Malgré cela, des curés chrétiens. Des imams musulmans et les personnes qui travaillent avec eux réussissent à s'engager pour une coexistence paisible. À titre d'exemple, on peut citer des ecclésiastiques dirigeants des Églises nigérianes Church of the Brethren (Ekklesiyar Yan'uwa a Nigeria, EYN) et Church of Christ in Nations (COCIN) qui continuent d'entretenir des contacts avec des imams musulmans. Ils entreprennent aussi des efforts communs afin de sécuriser la paix et de lutter contre la violence. Des programmes de développement rural soutiennent des communes villageoises chrétiennes et musulmanes dans leurs efforts pour atteindre des améliorations durables, ouvrir de nouvelles perspectives de vie et ainsi contribuer à réduire les frustrations et les dispositions à la violence.

L'atelier de Nairobi a en tout cas rendu clair ce qui suit : cela prendra beaucoup de temps et d'énergie pour sortir de la phase des préoccupations immédiates. Celles-ci réduisent souvent la capacité de jugement des concernés et produisent des généralisations grossières à cause de leurs affectations directes ne pas leur permettant pas de reconnaître les approches constructives de promotion de paix. Le fait de se recueillir spirituellement, parler de son vécu, prendre conscience de ses propres possibilités d'action et reconnaître ses propres limites, constituent des éléments importants. L'échange d'expériences et la réflexion critique commune pendant l'atelier à Nairobi ont mené à un changement sensible dans le jugement des participants et participantes, et ont contribué à les encourager.

## Potentiel d'influence sur les détenteurs du pouvoir et comme meneurs d'opinion de la société

Les possibilités d'influence de l'Église, de la communauté de foi en tant qu'institution, de ses dirigeants religieux ainsi que de la plus grande partie des croyants et de leurs leaders constituent d'autres facteurs qui influencent le positionnement de l'Église dans la société. Le potentiel de pouvoir des églises, que ce soit comme porte-parole de la paix et de la transformation de conflit d'un côté ou comme moteur d'escalade de l'autre, est dans les deux cas basé sur le lien étroit entre les élites politiques, économiques et religieuses. Cette interdépendance trouve en partie son origine dans la période coloniale et est liée à la dominance de groupes ethniques qui en a résulté. Si de telles relations ne sont pas analysées très soigneusement à l'intérieur de l'Église et par ceux qui la représentent, des déclarations qui ne serait pas bien réfléchies, si involontaires qu'elles puissent être, peuvent contribuer à l'escalade dans des situations de conflit.

En particulier les communautés religieuses dont les normes religieuses ont laissé une « empreinte » visible dans une société courent le risque de devoir mener de présumés « combats de défense ». Leurs membres ont rapidement le sentiment de devoir défendre leur position sociale, en particulier lorsque celle-ci est perçue comme « voulue par Dieu ». Si les églises, dans leur autoréflexion, ne sont pas en mesure de distinguer cette position de pouvoir de leur identité, elles courent le risque d'être impliquées dans une spirale d'escalade.

Un autre facteur à prendre en considération concerne le fait que les communautés de foi n'ont pas de structures homogènes. On trouve différents courants également à l'intérieur des communautés chrétiennes, les efforts de réflexion et de coexistence paisible doivent donc également être s'orientés vers l'intérieur.

Si les acteurs ecclésiastiques ou les organisations à base religieuse réussissent à bien réfléchir sur leur rôle et sur l'influence qu'ils exercent sur des élites politiques, économiques et sociales, ils peuvent alors contribuer à mettre à l'ordre du jour les questions de participation sociale et de justice qui sont cachées, de manière souvent volontaire, sous des arguments religieux. Ainsi, ils peuvent devenir des avocats de la justice et remplir leur mission en tant qu'Église de la paix de Dieu (« church is an organ of peace in line with God »).

## 4. Conditions cadres pour la promotion de paix

### Communication sur les bases éthiques

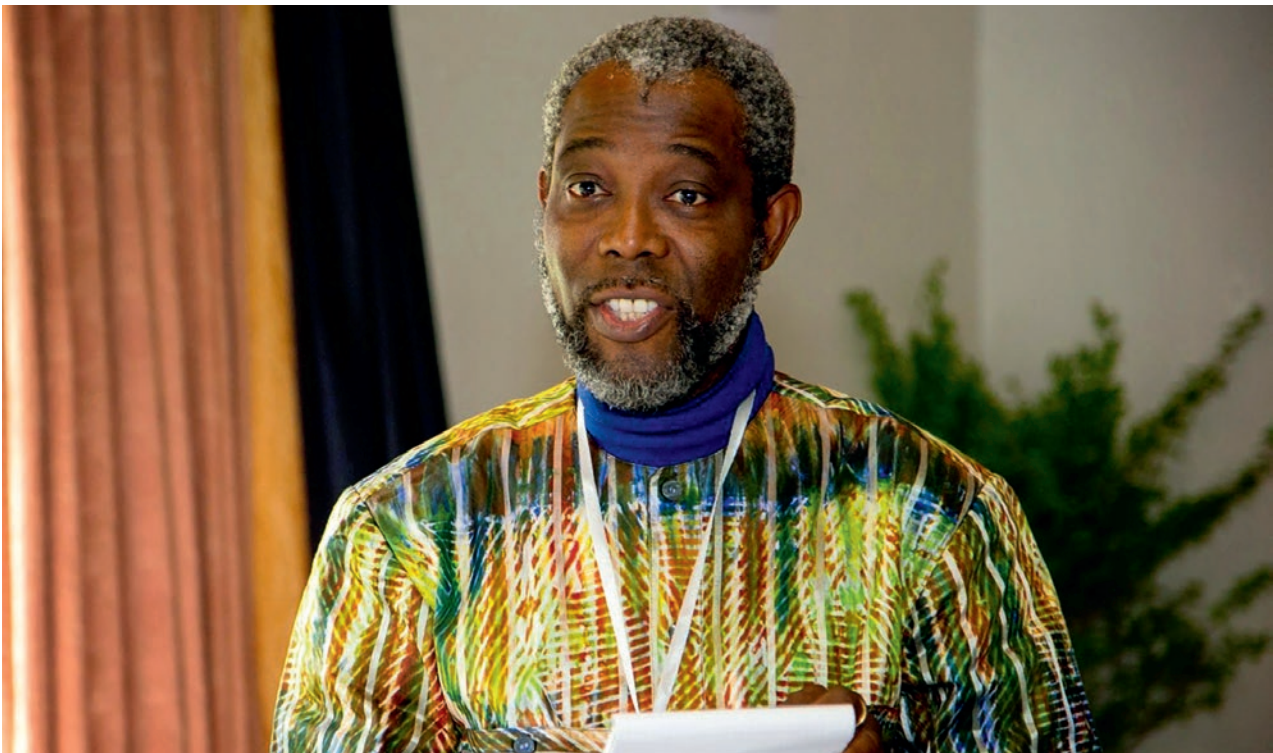
Ce sont surtout les acteurs ecclésiastiques vivant dans un contexte minoritaire qui ont déjà acquis une «capacité de traduction». Ils ne peuvent pas recourir à un cadre social de valeurs et de références qui se comprend par lui-même. Le choix des mots et des notions requiert des explications. Ils doivent être interprétés. C'est la raison pour laquelle il est indispensable, dans des réseaux d'acteurs extrêmement différents les uns des autres, de se mettre toujours de nouveau d'accord sur des objectifs, moyens et stratégies communs.

En situation de conflit, un échange sur des points de référence de base visant à créer la paix peut faciliter la communication entre des acteurs séculiers et des acteurs motivés religieusement. Le commandement «tu ne commettras pas de meurtre» par exemple ne fait pas seulement partie de la doctrine chrétienne, il constitue également une règle humaniste et morale acceptée par les laïcs. L'échange sur des points de référence de base peut

ainsi constituer le fondement d'une «traduction» mutuelle qui rend possible une coexistence pacifique. Pour y arriver, les acteurs ecclésiastiques doivent avoir la capacité et la volonté de renoncer au prosélytisme et à l'imposition de ses propres dogmes. Les acteurs séculiers, de leur part, doivent être prêts à reconnaître qu'il y a des modes de voir le monde au-delà de décisions rationnelles. Une recherche sensible sur l'arrière-plan et les motivations des actions de l'autre partie, ainsi qu'une attitude ouverte, sont nécessaires pour dépasser le stade des préjugés.

### La pratique religieuse promeut la force de résistance

La religion chrétienne et ses doctrines donnent de l'orientation et de l'énergie aux croyants. Elles constituent aussi une force de résistance contre le désespoir. C'est aussi une des constatations ressortie de l'atelier de Nairobi, bien que tou(te)s les participant(e)s ne fussent pas chrétien(ne)s. La Bonne Nouvelle chrétienne a eu une perti-



Un examen approfondi de différents instruments d'analyse de crises a également fait partie du programme de l'atelier. Les partenaires (ici un participant du Libéria) ont ainsi eu la possibilité de tester leurs propres activités par rapport à leurs bonnes intentions d'une part et les effets secondaires non-prévus de l'autre.

nence concrète pour l'autoréflexion lors des réflexions théologiques matinales pendant l'atelier, lors desquelles on a parlé des contenus de l'atelier pour la journée, en les mettant en relation avec des passages bibliques.

Le message de la foi a servi de source d'orientation et/ou d'autoréflexion critique. Des blessures individuelles affligées lors de conflits violents dans les pays d'origine ainsi que des expériences antérieures ont pu être intégrées aussi bien dans l'analyse individuelle que dans celle du groupe. C'est ainsi que les participant(e)s ont fait l'expérience de la force que peut constituer la religion pour les croyants. Ceci n'est pas uniquement valable pour les chrétiens. La religion en général est source d'espoir et permet aux hommes de continuer à vivre dans des situations qui paraissent sans issue.

Avec l'espoir, un autre facteur important permettant aux personnes religieuses d'augmenter leur force de résistance mentale se trouve dans le fait qu'elles sont conscientes des limites de l'activité humaine.

Il est intéressant de se demander comment des acteurs non motivés religieusement et s'engageant dans le travail constructif de résolution de conflits à partir d'une perspective séculière développent une force de résistance. Cela vaut la peine d'analyser d'où ils puisent leurs forces, leur orientation et leur persévérance. Quels sont leurs points de références ? La valeur des droits de l'homme ? Le bon dans l'homme ?

## **La force de résistance a ses limites, si la religion devient elle-même cible de violence**

Dans certains contextes, des communautés de foi et des églises deviennent elles-mêmes la cible d'activités violentes et sont ainsi exposées à la violence directe et aux menaces. Des dirigeant(e)s ecclésiastiques ou des membres de la paroisse sont menacé(e)s, tué(e)s ou enlevé(e)s. Se protéger contre ces exactions ou prévenir d'autres escalades ne repose cependant pas entre les mains des concerné(e)s. Ils ont besoin de structures étatiques de sécurité. Si celles-ci ne sont pas disponibles, il ne reste plus que l'auto-organisation. Et on trouve ici le danger que la force de résistance du partenaire atteigne ses limites.

Car lorsque l'on doit, dans l'urgence, organiser la sécurité de sa propre communauté, on a tendance à pen-

ser en catégories : «amis» ou «ennemis». Cela empêche la différenciation nécessaire. Les rôles des victimes et des agresseurs deviennent flous. Si l'on veut assumer un rôle de promoteur de la paix dans une telle situation, on doit prendre soin de soi-même et en même temps promouvoir la création de confiance au-delà des limites du conflit. De plus, il faut s'engager contre des stéréotypes et des comportements aggravant le conflit à l'intérieur de sa propre communauté. Des acteurs (religieux) qui continuent de coopérer dans de tels contextes de menace et de violence avec l'«ennemi» présumé courent le danger d'être considéré comme traître par leur propre communauté de foi.

En étudiant, lors de l'atelier, les différents instruments d'analyse de conflits de manière approfondie, les participants ont pu examiner leur propre mandat et leur travail en relation avec les bonnes intentions d'une part, et les effets négatifs non-prévus d'autre part. Cela a révélé que la force de résistance à la violence des communautés a ses limites là où des armes sont disponibles et où des systèmes de violence sont soutenus par des acteurs externes et leurs intérêts.

## **Le traitement des traumatismes, le retrait, la régénération et le regain des forces requièrent de l'espace et du temps**

Dans des contextes violents, le traitement des traumatismes et l'accompagnement psycho-social des personnes concernées à tous les niveaux sont très importants. Dans le cas des personnes travaillant pour les organisations partenaires, le sentiment de responsabilité éthique ou moral qui s'ajoute à l'affectation directe. Ils se sentent responsables de la communauté entière, des groupes cibles avec lesquels ils travaillent, des hommes et femmes touché(e)s par la violence et de leurs collègues et de leurs familles. Le poids est énorme.

L'accompagnement, la supervision et des temps de pause peuvent donner à ces personnes l'espace et le temps nécessaires pour surmonter leurs traumatismes. La création d'espaces protégés et l'échange avec des hommes et des femmes issus de contextes étrangers peuvent apporter de nouveaux éclairages sur la situation individuelle. Un atelier comme celui de Nairobi peut permettre de telles conditions, mais aussi des échanges d'expériences lors de conférences ou des visites.

## **L'importance du soutien apporté par des acteurs et partenaires externes**

Un échange intensif avec des partenaires concernés ouvre à une organisation de coopération internationale comme Pain pour le Monde de nouvelles perspectives et possibilités d'actions. Les personnes qui y travaillent apprennent, par leur confrontation contenue à la question de l'importance de la religion et de l'identité ainsi que du rôle spécifique des acteurs ecclésiastiques, à fournir un travail actif de promotion de la paix pour les personnes concernées et pour d'autres acteurs, et à rendre cet engagement visible et crédible. Pour les personnes extérieures, il est crucial de comprendre dans quel environnement les partenaires travaillent et vivent afin de pouvoir réagir adéquatement. Rester en contact et se montrer solidaire est d'une grande importance. Sur la base d'une relation fiable et stable, il est possible et utile que des personnes extérieures posent des questions critiques aux partenaires qui, dans des situations de conflit, ont souvent besoin d'interlocuteurs constructifs qu'ils n'ont pas.

Les partenaires attendent de la part des acteurs externes un soutien continu qui ne perd pas de vue la promotion de la paix même au-delà des crises. Il est décisif que les promoteurs, dans leurs propres interventions, soient sensibles aux conflits et qu'ils remarquent les moments où l'émotion mène à des énoncés discriminatoires par rapport à d'autres religions. Dans de tels cas, on doit en analyser les causes en détail. La capacité de mener un dialogue critique avec les organisations ecclésiastiques sur les sujets de la paix et du conflit doit faire l'objet de formations.

Le soutien aux partenaires passe par l'élaboration et la promotion de connaissances et de structures à l'intérieur des communautés de foi, des églises et des réseaux, afin de pouvoir gérer les conflits de manière constructive. À cela s'ajoutent la formation et l'accompagnement dans la mise en pratique de méthodes et dans l'emploi d'instruments internationaux et de structures de promotion de la paix.

La formation des deux parties - de l'œuvre de coopération internationale ainsi que des partenaires - peut mener à une capacité d'analyse du contexte, des dynamiques de conflit et du rôle propre qui soit consciemment disposée à l'autoréflexion. Celle-ci servira au développement de stratégies d'action et d'observation attentive des effets.

**Pain pour le Monde-Le Service  
Protestant de Développement  
L'Œuvre Protestante pour la  
Diaconie et le Développement**

---

Caroline-Michaelis-Str. 1  
10115 Berlin

---

Tél. : +49 30 65211 0  
Fax: +49 30 65211 3333  
E-mail : [info@brot-fuer-die-welt.de](mailto:info@brot-fuer-die-welt.de)  
[www.brot-fuer-die-welt.de](http://www.brot-fuer-die-welt.de)